

**Libye - Déclaration de la
porte-parole du ministère de
l'Europe et des affaires étrangères**
(Paris, 14 juin 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'offensive conduite aujourd'hui par des éléments extrémistes dans le croissant pétrolier contre les installations pétrolières de Sidra, la ville de Ras Lanouf et les forces qui les défendent.

Les ressources pétrolières de la Libye appartiennent au peuple libyen. Elles doivent rester sous le contrôle de la National Oil Corporation (NOC) et leur exploitation doit se faire au bénéfice de tous les Libyens.

La France est déterminée à ce qu'une solution politique durable soit trouvée en Libye à-travers l'organisation d'élections nationales, présidentielle et législatives, dont le calendrier a été agréé lors de la conférence de Paris du 29 mai, en présence du RSSGNU et de la communauté internationale. Comme le rappelle la déclaration politique de Paris, ceux qui entraveront ce processus auront à rendre des comptes.

La France réitère son plein soutien à la médiation conduite par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ghassan Salamé, afin de parvenir rapidement à une solution politique inclusive, à la réconciliation nationale et à l'unification de toutes les institutions du pays sous l'autorité du pouvoir civil./.